

Perspectives militantes après le 20 février

Situation des populations rurales et montagnardes au Maroc

samedi 6 août 2011, par [AZIKI Omar](#) (Date de rédaction antérieure : 2 avril 2011).

Contribution à la septième université de printemps d'Attac, le 2 avril 2011, atelier « la situation sociale des populations rurales et effets du Mouvement du 20 février ».

Pas de véritable développement à l'ombre des politiques néolibérales

La politique dite de « lutte contre la pauvreté » constitue un grand symbole pour les institutions financières mondiales pour le troisième millénaire. Le 8 septembre 2000, les chefs de 190 états membres des Nations Unies se sont réunis à New York à l'occasion du Sommet du millénaire et ont ratifié en assemblée générale ce que l'on appelle la « Déclaration du millénaire ». Cette déclaration fixe 8 objectifs pour le développement à réaliser pour 2015 :

- diminution de la pauvreté, de la misère et de la faim ;
- garantie de l'enseignement primaire pour tout le monde ;
- élévation du niveau d'égalité entre les sexes et de l'indépendance des femmes,
- baisse des mortalités des enfants de moins de 5 ans ;
- amélioration de la santé maternelle ;
- lutte contre les maladies du sida et du paludisme ;
- assurer un environnement durable ;
- instauration d'organisations internationales pour le développement.

En 2000-2001, la Banque Mondiale a publié son rapport annuel sur le développement intitulé « lutte contre la pauvreté » dans lequel sont présentés sa nouvelle approche du phénomène de la pauvreté et ses outils de lutte contre la pauvreté. Ce rapport recommande également aux pays sous développés candidats aux aides financières de présenter leur programme stratégique de lutte contre la pauvreté. Tout ceci s'est déroulé dans le contexte des explosions populaires de nombreux pays touchés par l'application des politiques des plans d'ajustement structurel depuis le début des années 80.

La version marocaine de ce programme stratégique de lutte contre la pauvreté, intitulée « Initiative Nationale pour le Développement Humain », a commencé au printemps 2005. Avec l'objectif de l'arrêt de la pauvreté, de la marginalisation et de l'exclusion sociale surtout dans le monde rural et les zones de montagne, notamment par la facilité d'accès aux services de base comme la santé et l'éducation, l'électricité, l'eau potable, à un logement convenable, la lutte contre l'analphabétisme, le développement du réseau routier, etc.

Parallèlement, ont été adoptées des mesures néolibérales comme le « plan d'urgence » dans l'enseignement, le « système d'aide médicale » dans le domaine de la santé, le programme « moukaoualati » (programme d'aide pour les jeunes à la création d'entreprises), « ta'hil » et « idmaj » dans le secteur de l'emploi, les programmes d'habitat social, etc.

Ces mesurètes n'auront eu aucun effet alors que les politiques néolibérales (fondées sur la réduction des budgets sociaux, le gel des salaires, la diminution du soutien à la consommation des produits de première nécessité, les délégations de la gestion des services sociaux comme la distribution d'eau et d'électricité, de propreté et de transport public au secteur privé, etc.) se poursuivent. Preuve en est le sous développement structurel vécu par les populations rurales et montagnardes. Preuve en sont aussi les données officielles, ainsi que les protestations qui se sont multipliées dans le monde rural depuis le début des années 2000.

Quelques indices principaux sur le retard qui affecte les ruraux d'une manière générale

Analphabétisme élevé approchant les 57 %. Taux plus élevé encore d'abandon scolaire.

Revenu individuel dérisoire : le revenu mensuel moyen par personne atteint les 600 dhs en milieu rural (environ 1000 dhs en milieu urbain) et la moitié du revenu familial est absorbée par l'alimentation. Il est donc possible de s'imaginer ce qu'il reste pour l'habitat, la santé, le transport, la communication, comme ce qu'il reste à l'habitant rural malade, analphabète et ignorant, qui doit survivre sans aucune marge de dépenses pour la culture, les loisirs, le sport et l'accès au monde d'internet. La possession d'immobilier domestique, elle, est très faible : 99 % des familles rurales ne possèdent pas de téléphone fixe, 64 % ne possèdent pas d'antenne de télévision, 21 % ne possèdent pas de télévision et 61 % ne possèdent pas de réfrigérateur.

Pauvreté extrême : environ le quart de la population rurale est pauvre. L'espérance de vie des ruraux ne dépasse pas 68 ans chez les ruraux (contre 76 ans chez les urbains).

La situation des femmes rurales est insupportable : l'analphabétisme dépasse les 70 %, et plus de 83 % des jeunes filles ne vont pas jusqu'au secondaire ; 60 % des femmes ne bénéficient pas d'assistance médicale à l'accouchement, 227 femmes sur 100 000 meurent à l'accouchement, comme 40 % des enfants meurent à la naissance.

Manque énorme des infrastructures et des services indispensables : 57 % des familles n'ont pas d'accès à l'eau potable à partir de réseaux d'adduction dans le milieu rural (contre 4 % en milieu urbain). 97 % des familles ne disposent pas de réseau d'assainissement (contre 14 % en milieu urbain). Et 20 % n'ont pas d'électricité (contre 3% en milieu urbain).

L'enclavement et la marginalisation : éloignement de douars des villes et des souks de dizaines de kilomètres, absence de services de transport public, manques énormes de routes goudronnées, dégradation par les aléas climatiques des routes goudronnées. Ce qui favorise l'augmentation de l'abandon scolaire, l'absence de services de santé et l'augmentation de la misère.

L'exode rural qui approche les 200 000 personnes par an, surtout du fait des jeunes hommes. Ces derniers laissent femmes, enfants et anciens souffrir dans les douars et pour partir dans des logements de fortune à la périphérie des villes ou pour monter à bord des barques de la mort à la recherche d'un travail pour vivre.

Quelques indices sur les retards qui touchent l'agriculteur, acteur principal du développement rural

Le nombre des habitants en milieu rural atteint les 14 millions, soit 40 % de la population totale. La

population active y atteint les 5 millions.

Le nombre d'agriculteurs dans tout le pays est de 1,5 millions, dont 5 % sont sans terre et 70 % possèdent moins de 5 ha. Donc le nombre des agriculteurs pauvres et appauvris (sans terre et possédant moins de 5 ha) représente 75 % des agriculteurs.

Analphabétisme ambiant : 81 % des ces agriculteurs sont analphabètes et 68 % d'entre eux ont plus de 45 ans. Les jeunes préfèrent l'exode plutôt que de pratiquer le métier de leurs grands parents qui ne rapporte rien et ne satisfait pas la faim.

La concentration foncière : 15 % des surfaces cultivables sont concentrées dans les mains d'1 % de propriétaires, composés d'exploitations de plus de 50 ha. 71 % des agriculteurs ne disposent que de 26 % de la surface totale cultivable, composée de petites propriétés de moins de 5 ha. Cette concentration foncière conduit à la paupérisation des petits agriculteurs, puisqu'entre 1974 et 1996, plus de 500 000 agriculteurs qui exploitaient moins de 1 ha ont disparu.

Les indices de retard structurel qui affecte la majorité des ruraux et des agriculteurs sont le résultat des politiques agricoles menées depuis le début des années 60. Ces politiques avaient comme objectif de mettre en place les conditions de la mise en œuvre d'un système capitaliste qui s'est accaparé les meilleures terres parmi les terres irriguées créées par la politique des barrages, ainsi que les aides financières (accès aux crédits et exonération fiscale). Ce système capitaliste se caractérise également par l'orientation de la production et de la commercialisation vers les marchés extérieurs.

Parallèlement, la plupart des agriculteurs pauvres dans les régions bours (non irriguées) souffrent de l'absence d'équipement et d'aide financière, de la non fertilité des terres, du manque d'eau et des aléas naturels, pour finir par abandonner leurs terres au profit du grand capitalisme.

La Plan Maroc vert, présenté par l'Etat en 2008, est l'aboutissement de cette politique. Il a pour objectif de créer les conditions d'investissement réclamées par les multinationales et d'accompagner la bourgeoisie agraire fragilisée par la mondialisation capitaliste, le durcissement de la concurrence sur le marché mondial et local et menacée d'étouffement par l'inondation du marché national par des produits étrangers.

Ce plan s'appuie sur la grande agriculture principalement tournée vers l'exportation et promet la servitude aux petits et moyens agriculteurs. Il ordonne la disparition des agriculteurs pauvres en les appelant clairement à abandonner les terres bours à faible rendement, et en particulier les terres à céréales, qui représentent environ 60 % des terres cultivables. Il ne leur offre pas d'autre alternative que la faillite avec « les projets de la solidarité », « investissements sociaux », « activités génératrices de revenus », basés sur la charité des institutions financières internationales.

Exemples de protestations de populations rurales dans les années 2000 :

Les premières protestations de ruraux ont émergé à la fin des années 1990 avec la marche d'Aït Bilal, dans la province d'Azilal, le 4 avril 1999, pour 3 revendications (goudronnage de la route, création d'un dispensaire, équipement du marché hebdomadaire) à laquelle ont assisté près de 1400 personnes, cette marche a été durement réprimée et a abouti au jugement de 13 citoyens. Elle a été suivie le 2 février 2000 par l'insurrection du village de Tarmilate dans la province de Khemisset contre les abus de la société d'embouteillage d'eau Oulmès. Elle aussi été confrontée à la répression et a abouti à l'arrestation et au jugement de 7 personnes. Les protestations des habitants de Sidi Taïbi Baahouaz sur la commune de Kenitra au cours de laquelle 1000 personnes ont occupé le 10 avril 2000 la route principale entre Rabat et Kenitra contre la destruction de leurs maisons,

répression féroce et présentation de 56 personnes arrêtées devant le tribunal, puis l'insurrection au sujet de l'électricité à Imilchil dans la province d'Errachidia le 4 mars 2003 contre les coupures répétées d'électricité où les forces de l'ordre ont défoncé les maisons et ont semé la terreur et où ont été arrêtés plus de 20 jeunes.

Les protestations de ruraux se sont multipliées de manière considérable au début de l'année 2005, avec pour commencer la marche des habitants de la commune de Aït Yaha à Rich Imilchil le 5 février 2005 qui ont parcouru environ 50 km en direction de la préfecture d'Errachidia pour revendiquer le goudronnage des routes, le désenclavement de leurs maisons et la levée de l'arbitraire du caïd, puis les protestations des habitants de Tamasint à L'Hoceima en avril 2005 contre l'indifférence de l'Etat suite au séisme dont ils ont été victimes et la manière légère dont été utilisées les aides internationales et locales, puis la marche de 6000 habitants de Ait Izzer dans la province de Midelt en direction de Rabat pour la santé, l'éducation, l'électricité, les routes, et le développement local, puis les protestations des habitants de Tata en mai 2005 pour la suppression des honoraires des services de santé, le premier soulèvement d'Ifni en août 2005 contre l'exclusion et pour les droits sociaux et le départ d'une protestation à Talsint et Bouarfa en octobre 2005 pour la réduction du montant des factures d'eau et d'électricité et la création d'opportunités d'emploi.

Bien sûr nous ne parlons ici que des exemples les plus frappants, puisque des dizaines de protestations dans zones rurales et de montagne reculées se sont déroulées dans le silence. Elles n'ont pas trouvé d'écho dans la presse aux ordres et ce que appelle les associations de la société civile n'ont joué aucun rôle pour les faire connaître ni comme relais de leurs revendications.

Ces protestations vont continuer tout au long des années 2006 et 2007, dont une marche de 4 tribus dans la commune de Tanchar dans la province de Taourirt le 11 mai 2006 pour le goudronnage d'une route de 14 km et la création de projets de développement, et l'occupation d'habitants de Ras Imlil à Guelmim le 25 janvier 2007 pour bénéficier de la promotion nationale, pour l'équipement du centre de santé, pour l'eau, l'électricité, et des projets de développement, et le sit in de femmes d'Aghbalou Nassirdane dans la région de Khenifra le 17 septembre 2007 qui ont coupé la route avec des pierres pour demander la création d'un institut de formation et la levée de la marginalisation de leur région, puis la bataille des habitants de Zaouia Ben Smim dans la province de Ifrane-Azrou en septembre 2007 contre l'accaparement par une société capitaliste des eaux douces de la source de Ben Smim. Et la marche des habitants de Aït Abdi sur la commune de Zaouiat Ahansal (province d'Azilal) fin novembre 2007, qui ont parcouru près de 110 kilomètres à pied pendant 5 jours en direction du siège de la province d'Azilal dans la neige et dans le froid pour le goudronnage de la route, la construction d'un dispensaire et son équipement pour mettre fin à l'humiliant transport des femmes enceintes sur des planches en bois, et la marche des douars de Kalaa (région de Tahla, province de Taza) le 31 décembre 2007 ont parcouru environ 15km dans les alentours de Taza pour demander le goudronnage de la route, un dispensaire, l'électricité et contre le comportement abusif du caïd suite aux résultats des élections le 7 décembre 2007.

Après les vagues de protestations contre le coût indécent des exigences de la survie quotidienne en 2006, le champ des protestations va s'étendre avec l'émergence des tansiquiate (coordinations) contre la vie chère (plus de 70 tansiquiate locales). Un des exemples remarquables est le soulèvement de Albahlil et de Sefrou le 23 septembre 2007 avec le sit in de plus de 5000 personnes devant le siège de Sefrou contre la cherté de la vie, suivi d'une forte répression et du jugement de 37 personnes arrêtées. Et parmi ces exemples remarquables également, cette dynamique militante des habitants de Bouarfa qui se sont abstenus de payer les factures d'eau depuis septembre 2006.

L'année 2008 a commencé avec les protestations de Boulmen-Dadès les 5 et 6 janvier après que des chutes de neige aient coupé la route qui mène au chef lieu de région et aient coupé 20 000 personnes de l'extérieur, les privant ainsi en approvisionnement en vivres pendant des jours, avec

comme réponse de l'Etat la répression et le jugement de 10 personnes. Puis a suivi le soulèvement de Sidi Ifni pendant les mois de juillet et août 2008 emblématique de la nécessité de la lutte populaire contre la pauvreté et l'exclusion, ainsi que la marche des affamés à Zagora le 5 août 2008 pour leur part de farine et contre la cherté de la vie. Et les protestations contre la marginalisation et l'exclusion vont se poursuivre dans toute la province de Taza (protestations des habitants de Zrarda à Tahala sur la forte pression sur la seule source d'approvisionnement en eau et l'absence d'enseignement secondaire), et Errachidia (marche d'Aït Yahya vers le caïdat de Tazarine le 16 décembre 2008), puis Beni Mellal (marche des habitants d'Aït Abdi le 23 février 2009 qui ont parcouru 80 km dans le froid et le dépouillement) et Tata (sit in de la tribu Doublal le 18 avril 2009), et Azilal (protestations des douars d'Asamr, de Bousaleh et de Akhdech à l'automne 2009) et le Sud oriental (protestations de la tansiquia d'Aït Ghighouch, issue d'Aknioun, Boulmen Dadès, Kelaat Mgouna, Khmiss Dadès, en décembre 2009).

Et tout au long des années 2008, 2009 et 2010, de nombreuses régions rurales vont connaître des protestations, touchées par des inondations qui ont détruit des maisons, des infrastructures en mauvais état et endommagé les cultures agricoles : par exemple dans la province de Bouarfa (marches de milliers d'habitants de Hay Elkhayam à Figuig en octobre 2008), à Imin Tanout (marche des habitants de 10 h du matin à 20 h avec barrage de la route le 2 octobre 2008) , à Sidi Kacem (désobéissance des habitants de Lkhnichat en avril 2009, marche des habitants du douar de Chmoussa le 16 février 2010), à Marrakech (protestations des habitants de l'Ourika en 2010) et Taroudant (protestations des habitants d'Oulad Dahou en décembre 2010) etc.

Et le 26 décembre 2010, Tinghir est témoin d'une marche populaire sans précédent historique, révélatrice d'une évolution significative de l'assimilation des leçons des luttes par les habitants des régions rurales marginalisées. Nous avons fait cette longue énumération d'exemples de protestations populaires dans les zones rurales et de montagne qui montrent l'énorme énergie militante qui déborde dans les zones rurales marocaines et qui révèlent une grande radicalité de ses habitants avec leur grande capacité de résistance, surtout de la part des femmes, et malgré l'extrême simplicité des revendications. Ces protestations se caractérisent par leur forme spontanée , la facilité de leur récupération par les promesses des responsables, l'absence d'organisation, la perte de confiance en soi, ainsi que par l'absence de solidarité et de coordination.

De là, le devoir militant d'Attac doit être, premièrement d'affirmer le caractère social des luttes des habitants du monde rural contre les résultats des politiques néolibérales ainsi que la simplicité de leurs revendications. En second lieu, que ces mouvements proviennent du plus profond de la société puisque y participent des enfants, des personnes âgées et des femmes dans un mélange exceptionnel et singulier. Enfin, de souligner le caractère pacifiste de ces batailles, avec comme seule réponse la répression féroce et violente de l'appareil de l'Etat. Il faut que les militants d'ATTAC, de la même manière que nous l'avons fait dans plusieurs grandes batailles (Tata, Ifni, Ben Smim, etc.), œuvrent à soutenir les mobilisations et les batailles des populations rurales et montagnardes. Ils doivent également travailler à lutter contre leur isolement, à les rendre visibles par tous les moyens d'information, et mettre en œuvre toutes les formes de solidarité (collectes, convois d'aides, etc.).

En ce qui concerne les liens avec le Mouvement du 20 février, auquel des militants d'Attac participent très activement, il est nécessaire de rendre visibles les revendications sociales des populations rurales et montagnardes au niveau des circonscriptions rurales et de la jeunesse rurale, et de mettre l'accent sur le problème de la corruption endémique dans les communes rurales, problème qui est apparu au devant de la scène dans l'ensemble des marches du 20 février de ces régions.

Les petits paysans dans les régions agricoles n'ont pas encore pu exprimer leurs revendications en tant que groupe affecté par les politiques agricoles en place, malgré un petit nombre de

protestations antérieures contre les grands groupes agricoles (producteurs de canne à sucre à Tadla) et contre quelques cas d'expropriation foncière. Ce qui ne signifie pas qu'ils ne sont pas potentiellement candidats aux protestations, au regard du plan vert qui encourage le grand capitalisme agricole au détriment des paysans appauvris, de la prédation foncière des complexes touristiques et immobiliers (terres collectives et forêts) dans l'ensemble des régions du Maroc. Le plan Maroc vert aspire à fournir 700 000 hectares aux plus grands groupes agricoles : si nous rassemblons les surfaces « guich » (240 000 ha), les terres « habous » (58 000 ha) et les terres domaniales (270 000 ha), nous arrivons dans le meilleur des cas à 570 000 ha. Où l'Etat va t'il trouver le reste ? Il s'attaquerait aux terres pastorales (12 millions d'ha) propices aux cultures et aux constructions, et aux terres forestières (6 millions d'ha). A Attac, il est de notre devoir de démanteler ce plan Maroc vert et de faire des campagnes d'éducation populaires au sein des paysans dans les régions où nous sommes présents (Ksar Kbir, Chefchaouen, Souss).

Quelques axes principaux des revendications des populations rurales et montagnardes

Le problème foncier : la nécessité de la restitution des terres octroyées aux grands propriétaires agricoles et l'arrêt de l'avancée des lobbies touristiques et immobiliers. Il faut prendre le problème de la répartition des terres d'une manière générale sur les bases d'une réforme agraire populaire.

La démocratie locale populaire : le Mouvement du 20 février a fait émerger les revendications des habitants, axées sur la corruption des collectivités locales et des responsables de la gestion de la chose publique et sur la reddition de compte de la part de ces derniers.

Les services sociaux et les infrastructures de base et de nécessité : l'enseignement, la santé, l'eau, l'électricité, les routes, le transport, la protection des richesses naturelles, assurer les conditions de fonctionnement de maisons de la culture, du sport et de services administratifs de qualité, etc.

Revendications spécifiques pour les **femmes rurales** au regard de l'oppression protéiforme dont elles souffrent.

Axer les efforts sur les **spécificités locales** : les habitants des régions du Sahara, du Rif, de l'Oriental, etc.

La défense de **l'amazighité** qui constitue l'identité de la majorité des ruraux.

Campagne d'éducation populaire chez les **petits paysans** pour démanteler les plans de l'Etat. Renforcement des revendications de ce groupe opprimé. En finir avec cette situation qui fait d'eux les esclaves des grands groupes exportateurs en axant la production sur la consommation locale, en leur fournissant les moyens financiers et l'eau et leur octroyant des aides pour tous les besoins de la production agricole en équipement, semences, engrais, traitements, etc.

Omar Aziki

P.-S.

* Traduction Hind Aïssaoui Bennani.